

**« COMMENT AIDER LES PME ET LES TPE A SURMONTER
LA CRISE ET A SE DEVELOPPER ? :**

- **MISE EN ŒUVRE DE MESURES SPECIFIQUES,**
- **SOUTIEN DE L'INNOVATION,**
- **VALORISATION DE LA RECHERCHE ET DU
DEVELOPPEMENT,**
- **EXPLOITATION DES FILIERES »**

LE RAPPORTEUR : M. PIERRE ALBARRAZIN

LE PRESIDENT : M. LUCIEN CAPELLA

**LES VICE-PRESIDENTS : M. GILBERT JAUFFRET
M. ROGER MONGEREAU**

LE JEUDI 3 MARS 2011

I- PREAMBULE

Le Conseil général a souhaité solliciter le CDC pour lui fournir des réflexions et des propositions d'actions afin de permettre à notre collectivité départementale de participer à la sortie de la crise.

De nombreuses difficultés sont alors apparues :

1- *Plusieurs crises ont éclaté depuis un an et demi : crise boursière, bancaire, économique, de l'emploi, de confiance... Successivement ou concomitamment. Nous privilégierons la crise économique avec ses conséquences sur l'emploi.*

De plus, est-ce bien une crise ? En effet, en médecine, lorsqu'une crise intervient, on la soigne et on en revient ensuite à la situation préalable à la crise. Ce qui ne se produira probablement pas en matière d'économie et d'emploi.

*Beaucoup d'analystes **indiquent** que nous vivons actuellement une mutation. A cause d'un grand nombre de facteurs, comme l'épuisement progressif des ressources naturelles, le changement climatique, l'endettement public, il est vraisemblable que nous assistons à la remise en cause d'un modèle de développement.*

Cela doit nous amener à revoir nos modèles économiques, à renforcer et coordonner l'action des institutionnels de façon à créer une nouvelle dynamique et à chercher à soutenir des complémentarités et des synergies entre les entreprises par filières et par bassin d'activité et les aider en matière commerciale à « chasser en meute ».

2- *La sortie de crise est également une notion difficile à définir et difficile à appréhender en fonction de la complexité de cette crise.*

3- *L'économie n'étant pas une compétence directe du Conseil Général toute aide directe n'étant pas possible, il sera nécessaire de conclure des partenariats avec d'autres collectivités, des institutions, des associations... Il faudra rechercher le meilleur partenaire pour développer un type d'action bien défini entrant dans une stratégie politique volontaire, décidée et programmée par le Conseil Général.*

Nous examinerons successivement la situation du tissu économique du département, les aides existantes, et enfin les filières à forte densité de PME-TPE.

II- SITUATION DES ENTREPRISES

La crise a affecté plus ou moins gravement toutes les économies :

- *Mondiale : elle a touché particulièrement les populations les plus fragiles de la planète et ce, sur tous les continents.*
- *Nationale : surtout les régions industrialisées avec une activité dominante, voire unique (industrie automobile, aciérie...). En 2009, 580 193 entreprises PME ont été créées en France, mais le nombre de défaillances d'entreprises a augmenté de 11%.*
- *Régionale et locale : certes notre département a vu son activité économique ralentie mais moins qu'ailleurs. Et ce pour plusieurs raisons :*

Le tissu économique du département est essentiellement composé de TPE. Le tableau ci-dessous (données 2008) donne une répartition des établissements par grands secteurs.

BDR DONNES 2008	Etablissements : Nombre Poids	Emplois	Dont nombre d'établissement 0 à < 9 salariés
Agriculture	6 892 3.5%	10 000	6 754 98%
Industrie	8 818 4.5%	7 9497	6 620 75%
Construction	15 035 7.7%	3 9555	12 425 83%
Commerces	31 818 16.3%	111 089	27 024 83%
Services	100 713 51.5%	485 834	84 200 85%
Artisanat	32 366 16.5%	95 936	NC (32 366) 100%
TOTAL	195 642	821 911	169 889 85.6%

On constate que sur le total agriculture/commerces/industries/services (soit 163 276 établissements) (hors artisanat).

83% ont entre 0 et 9 salariés,

3.4% ont entre 10 et 19 salariés,

1.9% ont entre 20 et 49 salariés,

0.7% ont entre 50 et 99 salariés,

0.5% ont plus de 100 salariés.

Lors du 1^{er} trimestre 2009, une PME sur deux a connu une baisse d'activité :

41% des entreprises ont connu une baisse de marge,

28% ont réduit leur effectif,

37% prévoient une baisse de leur CA,

40% programment une baisse de marge de 20% et envisagent de réduire leur effectif.

Sur l'année 2009 :

Le nombre de créations a progressé de 76.1% dans le département. En PACA, 23 836 entreprises, dont 12 915 auto-entrepreneurs répertoriés en 2009, 26% relevaient du soutien aux entreprises ; 23% du commerce, transports, hébergement et restauration.

- Sur l'ensemble de l'année, les défaillances ont augmenté de 15.1% dans le département soit 2 464 de défaillances et 4.9% sur la France.

- En 2009, les dépôts de bilans et des licenciements se sont déroulés surtout dans des entreprises de moins de 50 salariés.

- Pour 2010, les dépôts de bilan sont encore à craindre.

Classification de TPE, PME, ETI/Etablissement de Taille Intermédiaire :

TPE : moins de 10 salariés.

PME : de 11 à 250 salariés.

ETI : de 250 à 500 salariés.

Un grand nombre de TPE/PME sont indépendantes.

Certains grands groupes (exemple : Eurocopter) ont déployé une politique de partenariat avec leurs sous-traitants PME, en ont réduit le nombre mais se sont engagés avec eux. Il existe ponctuellement des partenariats formalisés (relation, contractuelle, entretenue) entre des grands groupes et les PME mais sans un véritable cadre juridique permettant de réellement protéger la PME.

L'Etat vient de décider la mise en place d'un médiateur de la sous-traitance, l'objet est de réguler les rapports entre les donneurs d'ordre et les PME fournisseurs.

Les principales préoccupations des entreprises (enquête réalisée auprès de 500 PME en 2009 et des sollicitations enregistrées).

- *Maintien de son activité (37% des préoccupations exprimées),*
- *Gestion de trésorerie 24%,*
- *Maintien des emplois 18%,*
- *Recouvrement des ses créances 10%,*
- *Financement d'investissement 5%,*
- *Rééchelonnement des dettes fiscales et sociales (4%),*
- *Obtention de caution bancaire 2%.*

III- LES AIDES EXISTANTES

Nous établissons dans ce paragraphe la liste, non exhaustive, des nombreuses aides diversifiées auxquelles peuvent faire appel les TPE/PME.

3-1 Actions du Conseil Général

Au-delà de ses compétences obligatoires, le Conseil général a mis en place de façon volontariste une véritable politique économique, notamment en direction des entreprises et principalement des PME, afin de favoriser la création et la pérennisation des emplois.

1/ Aides au conseil

La Gestion Opérationnelle et Dynamique des entreprises (GEODE)

Système expert créé par la Banque de France, GEODE permet d'établir un diagnostic économique et financier et une prospective à trois ans.

2/ L'assistance Technique et Recherche Industrielles (ATRI)

Cet outil permet d'aider les entreprises du département dans les domaines du contrôle de la mesure et de la régulation. Les études sont menées par les ingénieurs de l'Institut de Régulation et d'Autonomie (IRA) d'Arles.

3/ Aide à l'innovation

Aide Départementale à l'Innovation (ADI)

L'ADI est un partenariat mis en place en collaboration avec OSEO Innovation destiné à soutenir financièrement les entreprises innovantes.

4/ Aide aux fonds propres

Le capital risque

La participation du Conseil Général des Bouches-du-Rhône au capital de la SAMENAR, société de capital risque de proximité, permet de soutenir le développement des entreprises. La SAMENAR intervient dans les phases de création, développement et transmission d'entreprises constituées en sociétés, demeurant dans les secteurs d'activités divers (industriels, services à l'industrie et négoce spécialisée).

5/ Aides à l'artisanat

L'implication forte du Département dans le développement de l'artisanat se caractérise par la mise en place d'un programme d'actions ambitieux en partenariat avec la Chambre de Métiers et la Région :

Fonds Départemental d'Aides à l'Artisanat (FDAA)

- Prestations de conseil à la création des entreprises.
- Transmission des entreprises artisanales, organisations d'actions.

Fonds Départemental des Entreprises Artisanales (FDEAJ)

Ce fonds a pour vocation de diminuer la commission demandée par les sociétés de caution mutuelle en contrepartie de leur intervention. Cette aide facilite l'accession des artisans au crédit bancaire, en partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône, et les sociétés de caution mutuelle SIAGI, SOCAMA et AMZ.

6/ Aides à la modernisation par l'investissement des entreprises artisanales

En partenariat avec la région, cette aide a pour objectif de soutenir les programmes d'investissements des entreprises artisanales qui s'inscrivent dans une démarche collective d'innovation et de développement durable. Elle concerne les investissements matériels et la rénovation des locaux d'activité.

7/ Aides aux investissements matériels des entreprises agroalimentaires

Destinés aux PMI qui ont une activité de transformation et de commercialisation des produits agricoles et alimentaires, cette aide intervient dans le cadre du contrat de plan Etat/Région.

8/ Acquisition ou construction de l'immobilier d'entreprise

Le Conseil Général des Bouches-du-Rhône a mis en place une aide permettant de soutenir les entreprises dans leur démarche de constitution d'un immobilier d'entreprise (acquisition ou construction). Le montage financier doit impérativement passer par une société de crédit-bail. L'aide accordée, dont le montant est directement lié aux nombres de créations d'emplois prévus, est versée au crédit-bailleur qui la répercute intégralement.

9/ Aide à l'implantation et au développement des entreprises

Cet outil permet de faciliter la création et l'extension d'activités économiques sur des zones particulières présentant un besoin de développement. Cette aide intervient en complément de l'Etat et/ou de la Région, sur divers outils, dont la Prime d'Aménagement du Territoire (PAT).

10/ Aide départementale à la création et au développement de Sociétés Coopératives de Production (SCOP)

Les sociétés Coopératives de Production – SCOP – sont des sociétés commerciales dont l'originalité réside dans l'actionnariat majoritaire des salariés.

Le Conseil général, partenaire du mouvement coopératif intervient à travers trois actions :

- soutien au fonctionnement de l'Union Régionale des SCOP pour son travail sur la création d'entreprises, (URSCOP),*
- soutien aux investissements des entreprises,*
- abondement à un fonds d'intervention géré par l'Union des SCOP PARGEST et destiné à des avances de trésorerie et à des prises de participation au capital des entreprises.*

11/ Accompagnement au développement : aide à l'export, animation des filières, groupement d'employeurs.

12/ Animation du territoire pour mettre en œuvre des actions collectives en direction des entreprises d'une zone.

13/ Provence-Promotion : Agence de développement économique portée par le Conseil général des Bouches-du-Rhône et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence qui a pour objectif de favoriser l'implantation d'entreprises notamment internationales dans le département.

14/ Partenariat avec les chambres consulaires pour accroître leur efficacité en matière d'investissement, de soutien, de développement international, d'insertion économique et de promotion.

15/ Soutien aux événements économiques : Congrès, séminaires, salons professionnels, et en particulier « Artisan 13 ».

16/ « Terroir 13 » : soutien à la filière agricole avec la Chambre d'Agriculture.

17/ Soutien à l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) : le Conseil général a mis en place un réseau d'accompagnement, de conseil et d'expertise en complément d'une aide indirecte aux projets (fonctionnement et équipement).

3-2 Conseil Général-CCIMP

Programme PLATO : Programme de développement des compétences de dirigeants de PME avec l'appui de cadres de grandes entreprises. Programmation de 2 ans dont le contenu thématique est fixé par les chefs d'entreprises eux-mêmes pour coller au mieux à leurs

besoins de renforcement, 60 PME en ont déjà bénéficié sur la période 2008/2009. Conf. : Annexe n°1.

3-3 Conseil Régional

L'aide directe au PME est très limitée et dédiée principalement au PME adhérentes au PRIDES. Conf. : Annexe 2.

PRIDES : Pôles Régional d'Innovation et de développement Economiques. Il s'agit de regroupement au sein d'une même filière de grandes entreprises, de laboratoire et de PME pour développer ensemble des projets collaboratifs.

Objectif de la région : soutenir un mode d'organisation en réseau et améliorer la performance des entreprises adhérentes. Il y a actuellement des 29 PRIDES en PACA rassemblant 8 000 PME. Plusieurs types d'aides :

- **CDE** : Contrat de Développement pour l'Emploi : c'est l'outil privilégié de la Région pour accompagner le développement des PME/PMI des PRIDES. Il s'agit de favoriser l'économie de réseaux, au travers de dynamique de coopération d'entreprises au sein des réseaux labellisés « PRIDES » par la Région au terme de son appel à projets.

- **PRCE** : Prêt Régional à la Création d'Entreprise à fort potentiel de développement
L'objectif de la mesure est de créer un effet de levier important sur la mobilisation de concours bancaires. L'entreprise doit être créée depuis au moins un an.
Montant du prêt à taux zéro compris entre 15 000 et 75 000 €.

- **PRCI** : Prêt Régional à la Création-Innovation

L'objectif est d'encourager au sein des entreprises qui ont des difficultés une politique d'innovation pour leur permettre de se développer et de créer des emplois.

Ce prêt vise donc à aider les jeunes entreprises qui ont des difficultés à mobiliser des concours bancaires pour financer des investissements immatériels liés à des programmes innovants au stade du pré-lancement industriels, créateurs d'emplois à terme.

Condition : TPE, PME, PMI Régionales de moins de trois ans n'appartenant pas à un groupe dont l'effectif total est supérieur à 2000 salariés.

Aide plafonnée à 150 000 € sous forme d'avance remboursable à taux zéro.

Les CCI sont instructeurs des PRECE et PRCI avec OSEO innovation.

PRTE : Prêt Régional à la Transmission reprise d'Entreprises.

Objectif : aider le repreneur à réunir les fonds nécessaires pour l'acquisition, la poursuite d'activités pérennes et le maintien des emplois.

Montant du prêt compris entre 15000 et 150000€.

Les CCI sont instructeurs de ces prêts.

PRME : Prêt Régional au Maintien de l'Emploi

Objectif : éviter des fermetures d'entreprises et des destructions d'emplois.

Il peut s'agir de soutenir le repreneur dans les perspectives de maintenir des emplois.

De soutenir et renforcer des entreprises confrontées à des difficultés conjoncturelles en leur permettant de passer ce cap difficile.

Prêt sans garantie à taux zéro d'un montant maximum de 300000 € sur la base de 2500 € par emploi créé ou maintenu.

De manière indirecte, c'est-à-dire via des organismes soutenus par le Conseil général, le Conseil Régional a accompagné aussi l'accès au financement en fonds propres des PME, via PRIMAVERIS, PROENCIA et SAMENAS.

Réseau : entreprendre PACA : coaching de jeunes créateurs par des dirigeants ou cadre de PME matures ou de grandes entreprises.

3-4 Grands organismes financiers

OSEO : (anc. ANVAR). Intervention auprès des PME en consolidation de fonds propres ou en renforcement de trésorerie, l'établissement public a été doté de moyens importants (2 milliards d'€) pour garantir, auprès de banque, les crédits d'entreprises, permet également un accès au FSI : Fond Stratégique d'Investissement.

CAISSE DES DEPOTS

Création avec OSEO de plate-forme d'orientation financière pour des PME innovantes ou en croissance : un guichet unique pour leur apporter des fonds propres.

LES BANQUES ET INVESTISSEURS

- CREDIT MUTUEL MEDITERRANEEN

- **PACI :** Plate-forme d'initiative locale du pays d'Aubagne, Gémenos, La Ciotat, Gardanne.

- Expertise de projets par des chefs d'entreprise, des banquiers et des experts comptables et évaluation de leur viabilité.

- Accompagnement personnalisé pré et post création, parrainage par d'autres chefs d'entreprises, atelier de formation.

- Soutenue par le Crédit Agricole, le Crédit Mutuel, la Banque Populaire, la Caisse d'Epargne.

- PBA : PROVENCE BUSINESS-ANGEL

- Club d'investisseurs : (capitale risque).

Sélectionne des entreprises, dans les quelles ils investissent leur deniers personnels sur plusieurs critères : qualité, potentiel de croissance, professionnalisme de l'entrepreneur, projet de développement crédible, plus-value significative pour les investisseurs à la sortie.

L'accès à PBA est réservé aux start-up qui réalisent leurs premières ventes et qui dans un délai de 3 à 7 ans auront suffisamment valorisé leur capital pour que la sortie des business Angels soient possible.

3-5 Assistance gestion

Trois prestations de la CCIMP.

Pour les TPE ou jeunes entrepreneurs (<2 ans d'immatriculation).

- a) *Stage de « 5 jours gestion des entreprises » : les principes essentiels de comptabilité /de la gestion financière/ du pilotage de l'entreprises expliqués aux participants – une session programmée tous les deux mois sur Marseille.*
- b) *Réponses en lignes aux questions courantes (plutôt administratives et réglementaires) par le centre de relations clients.*
- c) *Conseil expert en financement : conseil individualisé réalisé par un conseiller CCIMP pour valoriser les financements et aides financières disponibles au regard du projet du client (dirigeant PME/repreneur/cédant) + assistance au montage au montage de certains dossiers de demande de prêt.*

3-6 Transmission – Reprise de PME

Prestations de la CCIMP

- a) *Information : réunion de sensibilisation/Information programmée régulièrement (4 par an en moyennes : informer les chefs d'entreprise, faire face à CT/MT, à un acte de transmission sur les étapes clefs de l'acte de transmission, les méthodes d'évaluation de l'entreprise, la gestion patrimoniale.*

Pré-diagnostic-session : analyse individualisée de la situation d'un chef d'entreprise face à un projet de transmission avec restitution formalisée des résultats du diagnostique et préconisation des pistes d'action à mettre en œuvre.

- b) *Mise en relation Cédants/Repreneurs*

Salon « Top-reprise et transmission » organisé une fois par an par la CCIMP aux cédants et aux entrepreneurs de TPE/PME pour rencontrer les professionnels du secteur et s'informer au travers du cycle de conférences proposé.

- c) *Bourses d'opportunités mises en ligne permettant de valoriser*

Offres de cession et offres de reprise.

- Reprise d'une entreprise en SCOP : Société Coopérative Ouvrière de Production.

Caractéristique : des salariés sont associés et principe à savoir un homme = une voix quelque soit le nombre d'actions détenu.

Le gérant est renouvelé tous les 4 ans.

Aide possible par PARGES et SOCODEM (Instruments financiers de l'URSCOP).

3-7 Structures d'accueil pour le développement des PME/TPE

1/ Pôles de compétitivités

9 pôles dans la région PACA. Un pôle de compétitivité se caractérise par trois traits :

- Combinaison sur un espace géographique donné, d'entreprises, de centres de formation et d'unités de recherche.
- Une gestion partenariale associant acteurs publics et privés, destinés à dégager des synergies autour des projets communs à caractère innovant.
- Une masse critique permettant une visibilité internationale.

En 2009, 822 entreprises de moins de 250 salariés (et 50 millions de chiffre d'affaire) participent au moins à un pôle de compétitivité.

Plus de 200 projets R et D labellisés par les pôles en 2008 impliquent au moins une PME.

Les PME bénéficient d'une aide à leur internationalisation, promotion commerciale et partenariat à l'étranger.

2/ Structure d'accueil pour les jeunes entreprises et les start-up

Entre 5 et 6 000 nouvelles entreprises sont créées chaque année dans notre département, l'expérience montre qu'elles ont beaucoup plus de chance de réussir lorsqu'elles bénéficient d'un ensemble d'aides diversifiées, techniques ou financières au sein de structures d'accueil.

Le conseil général soutient ces structures (couveuse, incubateurs, pépinières).

Elles aident les jeunes entreprises du point de vue logistique, mise à disposition de services annexes mais également peuvent les accompagner sur des conseils : gestion, commerce juridique. Il existe actuellement dans le département quatre couveuses et une douzaine de pépinières qui s'ajoutent aux 10 pôles de compétitivité nationaux et 28 clusters régionaux. Les séjours dans ces structures sont limités à 2 ans.

3/ Les start-up innovantes

Le savoir-faire français dans de nombreux domaines est reconnu dans le monde. Les jeunes entreprises attirent la convoitise de grands groupes américains.

Les start-up françaises peinent à agrandir, c'est avant tout à cause d'un accès difficile aux capitaux et aux marchés internationaux.

De même, la France est à la traine quand il s'agit de transformer les jeunes pousses technologiques en entreprise de dimension nationale et internationale.

4/ Le CEEI. Centre Européen d'entreprise d'innovation Provence.

Il a créé une maison où 40 jeunes pousses sont accompagnées chaque année dans leur parcours d'innovation avec une pérennisation de plus de 80%.

5/ TROPHEES à l'initiative du conseil général et d'Eurocopter récompense des entreprises de moins de cinq ans travaillant dans des domaines innovants.

3-8 Recherche et Développement

Les PME ne font pas facilement appel aux laboratoires de recherche universitaires par crainte ou plutôt par méconnaissance du milieu de la recherche. De plus, l'éclatement de certaines disciplines entre 2 voire 3 universités ne facilite pas la recherche d'un interlocuteur.

Actuellement chacune des 3 universités possède une cellule Recherche industrie. Une cellule unique serait souhaitable. La fusion des 3 universités doit rendre possible cette création.

Les PME et TPE qui ont intégré un pôle de compétitivité ou un PRIDES dans lequel figure un ou plusieurs établissements universitaires peuvent trouver plus aisément un laboratoire qui les aidera dans leur recherche.

La France fait mauvaise figure dans le dernier tableau de l'Union Européenne des investissements en Recherche et Développement.

Malgré la crise en 2008, les investissements ont cru de 8% en moyenne. Mais quand les industriels allemands augmentent leurs dépenses en recherche et développement de 8,9 % et les suédois de 17,4 %, les entreprises françaises, elles, n'affichent qu'un petit 0,7%.

3-9 Valorisation de la Recherche - Dépôt de brevet

La valorisation de résultats de la Recherche n'est pas satisfaisante.

La Caisse des dépôts est en train de travailler à la création d'un fond de valorisation de la Recherche.

- Le problème de la propriété industrielle.

Le dépôt d'un brevet à l'INPI n'est pas une démarche facile.

La France est parmi les grands pays, celui qui dépose le moins de brevet. Les chercheurs privilégient la publication de leurs travaux dans de grandes revues scientifiques.

La création de Conseil en propriété industrielle devrait être sérieusement envisagée.

3-10 Accès aux marchés publics

- Les PME, compte-tenu de leur taille ne sont pas toujours structurées pour répondre à des marchés dont les procédures sont souvent lourdes et complexes. Par ailleurs, le temps passé et les coûts induits par ces procédures paraissent souvent disproportionnés par rapport aux montants des marchés. Ces difficultés sont aggravées par des délais de réponse généralement trop courts.

- *L'accès à l'information est trop diffus, une multiplication jugée excessive des supports d'annonces y contribuent (bulletin officiel, journaux locaux, presse spécialisée, site internet...).*

Des mesures de simplification et d'accompagnement ne visant pas spécifiquement l'accès à la commande publique mais surtout l'amélioration des conditions de réalisation et de règlement des marchés s'imposent.

Initiatives de la CCIMP

- *Existence d'un parcours professionnalisant « marchés d'appels d'offres ». Alternance de conseils individualisés et de modules collectifs.*
- *Mise en relation PME/DO. Convention d'affaires entre PME et donneurs d'ordre locaux dans le domaine des achats généraux organisée chaque année.*

3-11 L'exportation

L'exportation est un vecteur de croissance pour les PME. De nombreuses structures soutiennent en France l'exportation. 30 % des emplois sont dus à des entreprises d'exploitation.

Les PME exportatrices dans notre département sont rares.

Dans le domaine de l'exportation, les PME critiquent la complexité du système et la multiplicité des acteurs.

Il y a donc nécessité de mettre en place une information efficace et faire appel aux fonds prévus par l'Etat pour aider à :

- *La prospection (missions, salons...).*
- *Encourager la mutualisation des moyens.*
- *Mettre en place à temps partagé des VIE (Volontaires Internationaux des entreprises).*

L'IMED : association, née à Marseille, mais à vocation nationale aide au développement des PME, PMI français sur les marchés internationaux, en mettant notamment à leur disposition des VIE. L'IMED dispose de VIE au Maroc, en Tunisie, en Egypte, en Roumanie, en Turquie, en Syrie, à Dubaï....

L'EQUIPE FRANCE EXPORT offre un mode d'emploi aux entreprises désireuses d'exporter. Elle regroupe UBI FRANCE, le réseau des CCI représenté au niveau national par l'ACFCI, le réseau des 114 CCI françaises à l'étranger présentes dans 78 pays, l'UCCIFEC (Union des Chambres de Commerce et d'Industries françaises à l'étranger), OSEO, la COFACE et le CCEF (réseau des conseillers du commerce extérieurs français).

IV- QUELLES MESURES PRENDRE POUR AIDER LES PME/TPE ?

Deux remarques préliminaires.

1. L'analyse des aides déjà existantes, exposée ci-dessus, montre à l'évidence que dans tous les domaines (fonds propres, fonds de roulement, transmission des entreprises, accès aux marchés publics, exportations, innovation, recherche et développement, valorisation...), les aides sont nombreuses et suffisantes. Multiplier les dispositifs, c'est rendre le système difficilement lisible. Seules des suggestions pour améliorer l'accès à ces aides et certains ajustements seront donc suggérés.

2. Il est évident que toutes actions entreprises dans ce sens n'intéressent pas uniquement le Conseil général, la plupart d'entre elles doivent être menées en partenariat avec les collectivités territoriales et organismes professionnels.

Nous ferons dans un premier temps des suggestions qui concernent toutes les filières du département.

Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons aux mesures spécifiques à prendre pour des filières implantées dans le département.

Mesures concernant toutes les filières

1. Les PME critiquent la complexité de l'ensemble des procédures d'aides au PME mises en place par les collectivités publiques et autres donc la multiplicité des acteurs :

Elles déplorent également la lourdeur des dossiers à constituer pour solliciter ces aides et la longueur du délai de déblocage de ces aides et les critères d'attribution sélectifs essentiellement orientés vers les grosses PME.

De même, elles font état d'une méconnaissance des aides nationales et européennes, de la complexité du montage des dossiers et du suivi administratif lié à l'octroi de ces fonds.

Manque de communication avéré.

Il est donc suggéré au Conseil général d'œuvrer avec ses partenaires pour :

- Créer un lieu d'information unique qui orienterait les entreprises vers les sources d'aides les plus appropriées à leur situation.

Remarque : la CCIMP y réfléchit : création d'un nouveau portail qui proposerait aux PME de consulter indicateurs, chiffres, tendances mais aussi y voir plus clair dans la jungle des aides et d'être orienté vers les bons contacts.

- Obtenir une plus grande rapidité dans l'instruction des demandes et dans le déblocage des fonds accordés.

2. Fonds propres - Fonds de roulement

a) En PACA, 5 884 entreprises défaillantes ont été enregistrées en 2008 soit une augmentation de 9 % en 1 an.

Les PME de moins de 50 salariés ont été les plus vulnérables. Leurs défaillances s'envolent à plus de 29 %.

Les retards de paiement sont à l'origine d'une défaillance sur quatre. Une initiative est à étudier pour pallier ces retards.

b) Fonds propres et fonds de roulement

25 % des entreprises présentent sur ce point une vraie fragilité.

En plus des systèmes d'aides déjà prévus, il faudrait faire connaître aux PME/TPE, la création d'une plateforme financière des PME (caisse des dépôts, OSEO, Banque de France). Elle propose des financements adéquats pour permettre aux PME d'accroître leurs activités quelle que soit l'étape de leur développement. La plate forme donne également accès au FSI (Fonds Stratégiques D'investissement).

3. *Il faut aider la création d'emplois. La moitié des TPE n'ont pas de salariés ce qui limite leur développement. Il faut favoriser l'insertion de jeunes diplômés de nos écoles dans l'entreprise. Ces derniers font souvent peur aux chefs d'entreprise : salaire, risque de critique, propositions dérangeantes... Avantage : donner un coup de fouet à l'entreprise : application de méthodes récentes.*

4. Transmission

Les dispositifs d'appui à la transmission d'entreprises mériteraient d'être consolidés car les enjeux locaux en la matière sont importants. Le nombre d'entreprises, tous secteurs, toutes tailles, à transmettre dans les 10 prochaines années est d'environ 15 000.

Les conséquences en matière d'emploi et de préservation des savoir-faire sont très importantes.

5. L'accès aux marchés publics.

L'accès aux marchés publics n'est pas chose facile pour certaines PME compte tenu de leur taille.

Il faut préconiser, à l'intérieur d'un secteur déterminé, des regroupements de PME permettant de procéder à des recrutements ou des mises à disposition de personnels qualifiés (ingénieur).

6. *Il faut inciter les PME à intégrer les pôles de compétitivité et PRIDES qui pratiquent une stratégie de réseau permettant de résoudre bien des problèmes administratifs, de gestion, de recherche, de contact avec les universités, de marchés, de relations internationales....*

Pour cela, il faut remédier à la complexité actuelle des démarches pour intégrer un pôle de compétitivité.

7. Structures d'accueil. *Le Conseil général doit privilégier parmi toutes les aides qu'il dispense les aides aux couveuses, incubateurs, pépinières car des structures d'accueil permettent l'émergence de projets innovants issus de la recherche publique ou de jeunes entreprises avec des laboratoires de recherche.*

Toutefois, on constate qu'à la sortie des pépinières 40 à 50 % des jeunes entreprises disparaissent dans les 5 ans par manque de crédits.

Il faut suggérer pour les pépinières des locaux à double fonction autorisant après les 2 années de séjour normalement accordées à une jeune entreprise, un séjour prolongé d'une ou deux années afin de permettre aux jeunes entrepreneurs de passer le cap difficile de la 3^{ème} année.

De même, il faut veiller au maintien des start-up dans le département. Pour elles aussi, l'intégration dans un pôle de compétitivité est une bonne solution, d'autant que pour certaines de ces jeunes entreprises persiste la crainte de voir leurs innovations pillées par des grands groupes, ils préfèrent innover plutôt que de laisser entrer des étrangers dans leur capital.

Il y a là une raison supplémentaire pour simplifier les modalités de dépôts de projets, de financement, de labellisation, car elles mobilisent beaucoup trop de temps pour une petite entreprise.

8. Recherche et développement : valorisation

Il faut créer des liens plus solides entre les PME/TPE et les laboratoires universitaires. Ce rapprochement se fait plus aisément au sein des pôles de compétitivité et PRIDES. De même, il faut améliorer la valorisation et le dépôt de brevets.

La création de conseils en propriété industrielle devrait être envisagée.

9. La promotion économique

Le Conseil général soutient des opérations de promotions économiques (CREA-13, Terroir 13, Artisans 13). La poursuite de ces initiatives voir les intensifications s'impose mais un effort particulier doit être fait au niveau des salons, forums et réunions internationales.

V- SITUATION DES FILIERES

Nous allons examiner maintenant la situation des filières implantées dans le département comportant de nombreuses PME et TPE et analyser plus spécifiquement leurs difficultés.

5-1 Artisanat

a) L'artisanat est la 1^{ère} entreprise de France (920 000 entreprises, 300 milliards de CA en 2008 soit 20 % du PIB de l'Hexagone, (3,1 millions d'actifs) en PACA, 99 688 entreprises.

L'artisanat se porte plutôt bien. Alors que les autres secteurs licenciaient, l'artisanat a enregistré un solde positif de + 4 % en matière d'emploi dans le département.

Dans le département, l'artisanat est quasiment constitué de TPE, 32 368 entreprises immatriculées dont 97 % ont moins de 10 salariés.

Elles emploient 100 000 personnes et font un chiffre d'affaires de 6 à 8 millions d'euros. L'artisanat ne délocalise pas.

Le Conseil général n'a pas compétence pour aider les entreprises, il intervient sur délégation de la Région.

Les aides directes dispensées par le Conseil général 13 aux entreprises sont peu nombreuses et concernent 300 entreprises.

Types d'aides : se reporter au paragraphe « aides du conseil général ».

L'artisanat doit faire face à de nombreux enjeux dont :

- *L'accès à la formation.*
- *L'intégration des TICC et d'outil de pilotage.*
- *Le développement durable et notamment son volet réglementaire.*
- *Sa reconnaissance en tant que secteur d'activité spécifique à part entière.*

Sociologiquement, l'artisanat est composé de chefs d'entreprise très indépendants, véritables hommes orchestres au sein de leur entreprise, peu formés aux outils de pilotage de l'entreprise et à la dimension entrepreneurial en général.

Leurs besoins sont très divers (conseil, formation, regroupements). Le moyen privilégié d'intervention pour le Conseil général reste à ce jour, la chambre des métiers (CMA 13) et les organisations professionnelles /

UPA (Union Professionnelle Artisanale)

CAPEB : bâtiment

CNAMS : service production

CGAO : alimentation

La CMA porte un projet d'université régionale des métiers qui a vocation à terme de remplir également le rôle de pôle d'innovation et de formation. Ce projet devrait voir le jour dans les années à venir et il aura besoin du soutien du Conseil général 13.

L'artisanat a besoin d'amener de nouveaux profils de chefs d'entreprise (cadre sup. ingénieurs, chercheurs...).

De même, les dispositifs de mise à disposition de compétence de haut niveau au sein des TPE artisanale, du type ANNC (activités nouvelles-nouvelles compétences) pilotées par le CNAM (Centre National des Arts et Métiers) ou en temps partagé entre plusieurs entreprises, sont à pérenniser.

Mais la transmission d'entreprise constitue un enjeu considérable pour l'avenir des secteurs des matières

Un Chef d'entreprise artisanale sur trois (soit 6 000) a plus de 55 ans, ils emploient 12 000 salariés dont les emplois sont menacés si l'entreprise ferme ses portes faute de repreneur.

Proposition

Le Conseil général est très engagé à côté de la CMA sur ce dossier. Un dispositif d'aide à la reprise-transmission des entreprises artisanales (ARTEA) : dispositif en cours de finalisation (sortie prévue pour le deuxième semestre 2010) va permettre le versement d'une subvention aux repreneurs d'entreprise, plafonnée à 15 000 euros. En ce qui concerne l'accès aux marchés publics, la CMA souhaite chaque fois que cela est possible, le découpage en lots accessibles aux artisans et a leurs groupements

En ce qui concerne l'exportation, il en va comme pour les TIC et l'Innovation à savoir de soutenir des structures qui auront les moyens de déployer des actions concrètes en faveur des artisans.

Il est clair que des mesures spécifiques type :

- *Aide au financement d'un stand dans un salon à l'étranger.*
- *Aide au recrutement d'un cadre à l'export.*
- *Participation financière aux couts liés aux assurances.*
- *Moyens de paiement spécifiques à mettre en œuvre par les TPE désirant exporter constitueraient un plus indéniable.*
- *L'artisan souffre de la concurrence déloyale des auto-entrepreneurs.*

5-2 BTP

43 000 établissements en PACA en 2009. CA en bourse de -4 %, 123 000 salariés.

En 2007, les 12 000 établissements dans le département emploient 47 000 salariés.

Après quelques mois de vache maigre le BTP observe une progression dans l'activité du gros œuvre (notamment pour les logements neufs et l'immobilier d'entreprise (plus précisément le segment des bureaux.

La filière est dépendante du niveau de la commande publique et de la dynamique de la Construction et de la Rénovation.

- Suite au grenelle, le BTP va devoir intégrer de nouvelles compétences pour construire des bâtiments de basse consommation et faire face à un essor de la demande en énergies renouvelables. Il s'agit de diagnostiquer les besoins des sociétés puis de préparer un plan de formation d'emplois intéressés par des métiers tels que l'isolation, plombiers chauffagistes, peintres plaquistes, couvreurs électriciens.

Les tendances de recrutement des entreprises de PACA vont vers les métiers du développement durable. La fédération du BTP 13 se mobilise autour du développement durable en animant le club « Bâtir avec l'environnement » et en pilotant une opération expérimentale de 100 logements « basse consommation » sur la ZAC de Sainte-Marthe.

Un bémol sur le bassin de Berre, le BTP a enregistré 36 % de licenciement économique pour un poids sectoriel de 7,5%.

Quelques propositions :

- mise en place d'un mini plan de relance dans le département,
- favoriser les entreprises départementales pour la réalisation de travaux,
- réduire les délais de paiement à moins de 30 jours (délai de règlement de la comptabilité publique),
- avance sur travaux : passer de 5% à 20 % (Région Bourgogne 15 % -Aquitaine 20 %),
- aider les municipalités qui souhaitent implanter une installation de tri et recyclage des déchets du bâtiment,
- action en faveur du développement durable,
- enfin : action de valorisation des métiers de la filière qui rencontrent des difficultés de recrutement, ces métiers, estimés pénibles ne sont pas attractifs.

Services aux entreprises du bâtiment et des travaux publics :

- fédération du bâtiment et des travaux publics des Bouches-du-Rhône,
- PRIDES : argile, céramique, santons,
- PRIDES : bâtiments durables Méditerranéens.
- PRIDES : bois et construction.

5-3 L'industrie agroalimentaire

L'industrie agroalimentaire est un employeur industriel important de PACA. Plus de 1 000 entreprises et 20 000 emplois.

- TPE de 1 à 9 emplois : 152 entreprises dans les Bouches-du-Rhône sur un total de 475 entreprises agroalimentaires en PACA.
- PME de 10 à 200 emplois : 183 entreprises dans les Bouches-du-Rhône sur un total de 523 industries agroalimentaires en PACA.

Le tissu industriel alimentaire est composé majoritairement de petites entreprises indépendantes et très souvent familiales. Près de 160 TPE et PME agroalimentaires (dont 70 dans les Bouches-du-Rhône) sont regroupées au sein du Réseau Régional des Entreprises agroalimentaires animées par la FRIAA (Fédération Régionale des Industries Agroalimentaires). Ce réseau qui s'appuie sur la FRIAA, le CRITT et l'IFRIA-PACA est le réseau régional le plus important de France.

Contrairement à d'autres secteurs industriels, le tissu agroalimentaire a plutôt bien résisté à la crise financière notamment en PACA. Les TPE-PME manquent cruellement de visibilité et de facilité d'accès aux organismes dispensateurs de crédit du fait d'un manque de temps des chefs d'entreprises, d'acteurs transversaux impliqués nombreux et de procédure perçus comme compliqués.

Les difficultés spécifiques de la filière sont multiples :

Environnement : prévention des pollutions.

Emplois : Besoin de formation continue. Besoin en compétences ciblées.

Logistique : emballage et TIC, relation avec les transporteurs, chaîne du froid.

Filière : Relation avec les producteurs agricoles, avec les industries commerciales.

Export : besoin de soutien à l'exportation, véhiculant l'image de la qualité, Provence, de sa tradition, de sa gastronomie. Des dispositifs d'appui à l'export peu utilisés (UBIFRANCE, service économiques des ambassades).

Financement : faible taille des PME, frein à leur développement.

Services aux entreprises agroalimentaires :

- Pôle de compétitivité : « pôle européen d'innovation fruits et légumes,
- Prides fruits et légumes,
- FRIAA : Fédération Régionale des Industries Agroalimentaires,
- CRITT : agroalimentaire : Centre Régional d'innovation et de Transfert technologique.

La transmission des entreprises constitue un enjeu important pour conserver le savoir-faire agroalimentaire.

La FRIAA travaille avec PROVENCE-PROMOTION et l'IRCE sur ce sujet. L'accès aux marchés publics : de nombreuses entreprises proposent une offre trop restreinte (en largeur de gamme ou en potentiel quantitatif) et ont des savoir-faire commerciaux insuffisants pour pouvoir répondre à des appels-d'offres publics.

L'exportation des produits : la préparation et la structuration d'une étude de marché à l'international est un pré-requis pour l'exploitation des TPE agroalimentaires. Par ailleurs, la possibilité de faire venir des acheteurs en Provence est une des autres clés de la dynamique provinciale à l'export.

L'accès aux salons nationaux et internationaux : l'accès à moindre coût aux salons professionnels agroalimentaires à l'étranger sur des espaces collectifs « Provence » plus lisible pour les acheteurs étrangers est un appui déterminant pour la prospection des PME déjà structurées pour aller à l'export.

5-4 Le secteur industriel

La métallurgie et les filières de la mécanique et de la microélectronique

Suivant le rapport de M. CAILLOT

Dans les Bouches-du-Rhône, la typologie des entreprises relevant de la métallurgie au 31/12/2009 est la suivante :

<i>Taille de l'entreprise</i>	<i>Nombre d'entreprises</i>
100 salariés et plus	51 (4%)
50 à 100 salariés 20 à 50 salariés 10 à 20 salariés	49 140 } 24 % 115
Moins de 10 salariés	930 (72 %)

Les grands donneurs d'ordres sont peu nombreux (Eurocopter, STMicroelectronics, GEMALTO, AREVA, ASCOMETAL, ATMEL...).

Pour les effectifs supérieurs à 100 salariés on passe ensuite à des PME soit de produit, soit de maintenance, soit de sous-traitance aéronautique et nucléaire.

Compte-tenu de la taille globalement modeste des PME, leur exportation est faible. Par contre, par le jeu de la sous-traitance, ou de certains groupes qu'elles représentent, la sensibilité à l'exportation est renforcée.

De nombreux plans sociaux ont été enregistrés en 2008 et 2009. Beaucoup de PME/TPE sont aujourd'hui en limite de rupture financière et il est à craindre que des pertes d'emplois touchant à l'essentiel en résulte.

Il est aussi à noter que beaucoup d'établissements importants dépendent de centres de décisions hors régions et parfois internationaux.

Sidérurgie Arcelor Mittal

3 000 employés à Fos.

L'usine de Fos, avec ses produits haut de gamme pour l'industriel automobile est très dépendante des délocalisations de l'industrie automobile et des acquisitions de Mittal dans la zone géographique européenne.

Actuellement la situation est floue. Les capacités de production sont peu employées.

Services aux industries mécaniques et métallurgiques :

- PRIDES : solution et systèmes industriels,
- Centre technique des Industries Mécaniques.
- Union des Industries Mécaniques.

Construction aéronautique – Eurocopter

Premier constructeur mondial d'hélicoptère, Eurocopter a rempli ses objectifs fixes pour 2009 en termes de commandes et de livraisons et a stabilisé son chiffre d'affaire au niveau 2008 (année record). Fin 2009, le carnet de commande total comptait 1 800 hélicoptères soit 3 ans de chiffre d'affaires.

L'établissement de Marignane rassemble plus de 7 000 salariés CDI auxquels s'ajoute un effectif d'Intérim d'environ 10 % début 2010 et un nombre Equivalent de sous-traitants intervenant directement sur site.

Les PME doivent améliorer leur taux d'innovation. Elles restent encore des industries de ressources et doivent passer à la réalisation de sous-ensembles, leur petite taille étant un élément critique.

Services aux entreprises aéronautiques : pole de compétitivité « PEGASE ».

Microélectronique et produits dérivés

STMicroelectronics : cet établissement a un effectif global de 2700 personnes. Les contrats CIFFRE (recherche) constituent l'essentiel des CDD. Les investissements sont restés soutenus malgré la crise. Globalement, l'établissement de Rousset est donc en position favorable pour bénéficier d'un environnement de reprise ferme. 400 ingénieurs contribuent aux développements de nouveaux produits.

Atmel

Aujourd'hui, ATMEL emploie environ 1 200 personnes à Rousset. La situation est appelée à évoluer rapidement en fonction du processus de cession réalisé.

Gemalto

Leader du marché mondial de la carte à puce (40 % de la part du marché). Dans les Bouches-du-Rhône, elle emploie 1650 salariés dont 1050 ingénieurs.

Services aux entreprises de la micro-électronique :

- ARCSIS,
- pole de compétitivité mondiale : « Solutions Communicantes Sécurisées,
- PRIDES. « Solutions Communicantes Sécurisées, Micro-électronique ».

Maintenance industrielle autour de l'Etang de Berre

*Certaines PME en fait filiales de groupes industriels importants ont réussi à éviter le chômage partiel, après réduction de 50% de l'intérim, grâce à des activités sur travaux neufs apportés **par leur groupe**. Néanmoins, globalement le secteur est en difficulté avec de faibles niveaux d'utilisation des capacités productives (60 à 70%) depuis de nombreux mois, ce qui induit une grande vulnérabilité de ces entreprises à court terme si la situation ne s'améliore pas significativement.*

Sous-traitance de l'aéronautique et du nucléaire

Ces secteurs n'ont pas eu à souffrir de la crise 2008/2009. Les PME opérantes sont peu exportatrices directement mais concourent significativement à l'exportation de leurs donneurs d'ordre. En les accompagnants sur place, elles ont des opportunités de se développer. Dans le secteur de l'aéronautique, les PME sous-traitantes doivent intégrer des contraintes économiquement fortes (dollar).

De nouvelles externalisations dans les pays de la zone dollar (ou dépendante) sont inéluctables. Si les PME sous-traitantes ne le font pas pour la production de masse, le donneur d'ordre le fera.

Les PME sous-traitantes doivent donc orienter leur stratégie vers de prestations de production pilote et de services (prototypes, SAV, etc.).

Les PME actives dans l'équipement électrique/électronique

Le secteur a globalement subi une contraction de 10 à 20% en 2009.

Certaines PME, toutefois, ayant développé des produits nouveaux ont connu des progressions d'activité de 10 %.

Pour l'ensemble de ce secteur industriel, mécanique, métallurgie, l'efficacité de l'accompagnement des PME/TPE passé plus par l'assistance de financement de l'investissement qu'au saupoudrage catégoriel.

Le maquis de subvention est tel que les PME/TPE sont rarement en capacité d'en maîtriser toutes les subtilités et variantes locales

Pour y avoir accès elles doivent financer de coûteux Cabinets spécialisés, ce qui obère d'autant les fonds opérationnellement disponibles.

Filière pétrochimie-chimie-plasturgie

La chimie et la pétrochimie et les activités qui en découlent dont la plasturgie sont bien implantées depuis plusieurs décennies tout particulièrement dans l'ouest du pays.

Avant la crise

La chimie dans les Bouches-du-Rhône employait 9 000 salariés dans 180 entreprises.

Le raffinage dans les Bouches-du-Rhône représentait 32% du raffinage français.

Comme les autres secteurs industriels, ce secteur a été confronté à la crise, mais bien avant aux défis de la mondialisation et à un environnement économique instable qui a engendré des **restructurations, des fusions, des absorptions** suscitant interrogations et inquiétudes.

Les entreprises qui résistent sont des PME de la chimie aval qui ont su se spécialiser dans la parachimie.

Services aux industries chimiques :

- pole de compétitivité PASS : parfums, arômes, senteurs, saveurs,
- PRIDES : PASS,
- PRIDES Novachimie,
- PRIDES Artémis,
- CRITT : chimie,
- Union des Industries Chimiques Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Proposition

Les PME/PMI appartiennent principalement à 2 secteurs la chimie fine et la plasturgie, elles sont souvent trop petites ou reposent sur une technique.

Elles doivent élargir leur assise pour survivre. Le Conseil général doit encourager les PME/PMI à monter des réseaux de type grands groupes/PME/Université, c'est à dire intégrer si possible des pôles de compétitivité.

Activités maritimes

Elles sont très importantes. Elles représentent 41 300 emplois liés au port dont 12 000 pour les grandes familles professionnelles et 1 500 pour le grand Port Maritime.

La communauté portuaire comprend les grands groupes et deux sortes de PME : celles qui sont intégrées aux grands groupes et les PME locales très nombreuses dans des domaines très variés avec des effectifs de 20 à 100 personnes.

Services aux entreprises maritimes :

- Pole de compétitivité et PRIDES « Mer-Provence-Alpes-Côte d’Azur »,
- PRIDES « Grande plaisance ».

Filière Mode Textile Habillement

Elle repose sur le dynamisme et le rayonnement de créateurs locaux et de réseaux d’entreprises performants.

La filière est constituée principalement de TPE, plus de 4 000 établissements dans le département et 9 500 salariés.

Services aux entreprises. Mode textile habillement :

- Cite Euro-méditerranéenne de la Mode,
- Le système productif localise urbain « Mode habillement ».

Filière énergie

Elle concerne la production d’électricité (Centrale de Gardanne et de Martigues), le transfert de gaz naturel, la distribution de l’électricité et du gaz, le raffinage du pétrole, les énergies renouvelables, l’énergie nucléaire (CEA) et le projet ITER.

La filière comprend un tissu de petites entreprises spécialisées dans l’installation, la maintenance et l’exploitation de systèmes énergétiques et de nombreux bureaux d’études.

Cela représente 150 entreprises environ et 15 000 emplois dont la moitié sont des salariés d’EDF, ou GDF.

Service à la filière Energie :

- Pole de compétitivité « CAP ENERGIE »,
- Europole de l’Arbois.

Filière optique, photonique et optronique

C’est une filière en pleine croissance, fortement basée sur la recherche et donnant lieu à de nombreuses applications. Elle représente une soixantaine d’entreprises et 3 000 emplois.

Services à la filière optique, photonique :

- POP : Pole Optique et Photonique Sud,
- Pole de compétitivité OPTITEC.

Filière transport et logistique

Elle concerne le transport ferroviaire, le transport routier de voyageurs et de marchandises, le transport par eau, le transport aérien, la manutention et entreposage. Agences de voyages, organisation du transport de fret l’INSEE estime que la filière représente 4 600 établissements et 43 000 emplois.

Le trafic routier, particulièrement important a permis le développement d’un tissu de PME spécialisées dans le type de marchandises transportées.

VI- LES SERVICES

VI 1 – Services aux entreprises : mentions faites dans les filières industrielles.

VI 2 – Services à la personne

Les services à la personne représentent un fort potentiel d'emplois. Ils peuvent être organisés par un organisme privé, un organisme public, une association ou une entreprise.

En 2006, dans les Bouches-du-Rhône, ont été effectués :

- 18 millions d'heures par 36 000 salariés (la plupart à temps partiel).

Sont concernés :

- 334 organismes (189 Associations, 121 entreprises et 84 organismes publics).

L'employeur peut-être le particulier lui-même.

Les organismes agréés de Service à la personne sont peu nombreux dans le département.

Les associations détiennent la quasi-totalité du marché sur tous les types de services sauf dans le soutien scolaire où les entreprises représentent 90% du marché.

Services aux entreprises : pole service à la personne PACA.

VI-3 Audiovisuel et Multimédia

Cette filière connaît un fort développement dans le département.

Les médias concernés sont ceux du cinéma, de la télévision, de la radio, des technologies de l'image, d'internet. Ils représentent 330 établissements d'effectifs $\leq$ à 30, et 3 900 salariés.

En 2009, sur 39 tournages en PACA, 38 ont été réalisés dans les Bouches-du-Rhône. La filière est constituée de TPE avec des salariés jeunes et qualifiés. La plupart d'entre elles font appel à la sous-traitance. Peu liées au monde de la recherche, elles investissent dans 'innovation et font peu appel aux fonds publics.

Pole de la Belle de Mai à Marseille : site de 120 000 m². Le pole abrite un incubateur qui accompagne les porteurs de projets innovants et facilite le transfert de la recherche vers de nouveaux services et de nouveaux produits. Depuis sa création en 1999, l'incubateur accompagne 70 projets innovants qui ont débouché sur la création de 48 entreprises et 150 emplois.

Une pépinière et un hôtel d'entreprises complètent les structures d'accueil de jeunes entreprises Services au pole.

- PRIDES « Pole Sud Image ».

Pole et Culture en Pays d'Arles

Le pole s'appuie sur un tissu d'entreprises innovantes dans l'édition, l'image animée, le patrimoine, l'infographie et le multimédia.

Il représente 70 entreprises et plus de 500 salariés.

L'enclos Saint-Césaire a accueilli un hôtel d'entreprises et un centre de ressource.

Un pole d'excellence universitaire comprend :

- IUT imagerie numérique,
- Ecole Supinfocom,
- Services au pôle Arts et Culture
- PRIDES « livres et disques »,
- PRIDES « Patrimoine et Culture ».

VI-4 Le tourisme

La filière regroupant des milliers d'établissements (hôtel, restaurants, commerces) génère un chiffre d'affaire de 1,9 milliard d'euros de consommation touristique et occupé en moyenne 26 100 emplois directs, indirects et induits dont certains ont un caractère saisonnier.

- 45% des emplois touristiques sont dans les restaurants et l'hôtellerie.
- Marseille accueille 630 000 touristes en 2010 et probablement 1 000 000 en 2012. Les retombées économiques locales sont estimées à 72 millions d'euros.
- Services à la filière :
- Comité départemental du Tourisme,
- PRIDES : « Tourisme d'Affaires et congrès »,
- PRIDES « Caract'erre ».

VI-5 Economie Sociale et Solidaire

L'économie Sociale et Solidaire représente dans les Bouches-du-Rhône 9,8% des emplois dans le département.

Elle rassemble 68 000 emplois et 7 171 établissements dont 88% d'associations.
La filière compte majoritairement des femmes : 68,1% contre 47,8% pour l'ensemble de l'économie. Le nombre d'établissements d'ESS ne cesse d'augmenter depuis 2004.

VII- PROFESSIONS LIBERALES

Elles sont tributaires de l'économie générale, mais certaines sont plus sensibles que d'autres :

1/ Les professions de santé

Elles sont en partie protégées des grandes variations économiques par l'assurance maladie. Cependant, on a constaté cette année des faillites de cabinets dentaires.

2/ Les professions juridiques

De grandes disparités existent entre les cabinets d'avocats. En période de crise les petits cabinets, déjà en difficulté, se retrouvent pour certains en grande précarité.

3/ Les professions du technique et du cadre de vie, celles liées directement ou indirectement au BTP, surtout les architectes, géomètres experts, paysagistes souffrent beaucoup. Procédure des marchés publics avec le choix du moins disant est fatal à la profession.

VIII- CONCLUSION

Retour sur l'innovation :

Parmi les solutions envisagées à court, moyen et long termes au problème de la relance de notre économie et par conséquent de l'emploi, l'innovation est la plus efficace.

PACA est la 2^{ème} région de France pour la création d'entreprises, mais avec un taux de survie à 5 ans inférieur à 50% (22^{ème} région française).

L'industrie et notamment de haute technologie a un poids significatif en termes d'emplois (7^{ème} rang français en nombre d'emplois industriels) et de Recherche et Développement, mais son poids reste modeste (174^{ème} place des 195 régions européennes).

PACA s'est située au 3^{ème} rang national en matière de dépenses de Recherche et Développement publiques et privés (8^{ème} en matière de Recherche publique), mais elle reste insuffisamment valorisée comme il a été démontré dans ce qui précède le dispositif d'accompagnement à l'innovation est riche, mais pas assez lisible et accessible. Il a été clarifié par la création du Réseau Régional de l'Innovation (RRI) en 2007 et la création du portail régional de l'innovation en 2009.

Le diagnostic concernant l'innovation technologique a montré que les difficultés évoquées par les entreprises innovantes ne sont pas d'ordre technologique mais concernent essentiellement les moyens financiers, les ressources humaines et la commercialisation. Les entreprises innovantes rencontrent des difficultés à trouver :

- du capital privé et public compte tenu en particulier du risque potentiel de tout projet innovant et du temps d'attente de retour sur investissement :*
- du personnel en interne et éprouvent des difficultés à recruter le bon profil,*

- elles se heurtent à des difficultés commerciales en aval des processus d'innovation. Les principales difficultés commerciales concernent les compétences internes, l'accès au marché, la commercialisation, le marketing, des produits et la définition de la stratégie commerciale. Beaucoup de projets peinent à être mis sur le marché du fait d'un manque d'identification des besoins, d'un manque d'accompagnement et de financement. La commercialisation est très onéreuse. C'est à l'amélioration de ces situations difficiles qu'il convient de s'attacher.

ANNEXE N°1

BUSINESS & MARCHES

Le dispositif Plato aide les PME à grandir

Initié en décembre 2007 par la CCIMP et le CGI 3 avec différents partenaires (), le programme Plato a permis de faire coacher 60 PME-PMI locales par 13 cadres de grandes entreprises implantées dans les BdR.*



*Jean-Noël Guérini, président du CGI3
et Jacques Pfister, président de la CCIMP,
ensemble pour doper les PME locales.*

Importé de Belgique et appliqué en France dès 1998, le programme Plato repose sur l'originalité de faire accompagner les dirigeants de PME-PMI par des animateurs-cadres de grandes entreprises locales. Adopté dans les BdR il y a deux ans, ce dispositif a tiré récemment le bilan de sa première expérience. « *On est dans le concret, on a tout à gagner à s'entraider. Il s'agit d'un partenariat exemplaire entre la Ccimp et le Conseil général dans l'intérêt des PME que l'on doit aider à grandir* », s'est félicité Jacques Pfister, président de la Ccimp. Dans le détail, sur les 60 PME-PMI participantes, 53 % provenaient de l'industrie et 47 % des services aux entreprises. En face, les 13 coaches étaient issus de 10 grands groupes : Gemalto, Orange, Eurocopter, StMicroelectronics, Air Liquide, La Poste GDF-Suez, Asco-métal, CEA Cadarache et Ineos Manufacturing. En deux ans, quatre groupes de travail se sont formés sur autant de bassins économiques, 80 ateliers et réunions collectives ont eu lieu alors qu'étaient organisées dix-huit visites d'entreprises et quatre rencontres plénières. Résultat, les trois enquêtes menées courant 2008 et fin 2009 ont montré une augmentation de 5 % du CA et une stabilité de l'emploi (+ 3 %) entre 2007 et 2008, ainsi qu'une assez bonne résistance à la crise l'année suivante dans les sociétés coachées. Sans compter l'amélioration des fonctions stratégiques/managériales (dans 90 % des cas), opérationnelles (80 %) et financières (70 %). A noter qu'une entreprise sur deux a trouvé de nouveaux clients et de nouvelles opportunités tandis que deux sur cinq ont trouvé de nouveaux fournisseurs.

() Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse.*

• Marie-Odile HELME 30

ANNEXE N°2

Contrat de Développement pour l'Emploi

Objectifs

Un des axes stratégiques du Schéma régional de développement Economique consiste à renforcer les entreprises régionales pour développer l'emploi notamment en favorisant une économie de réseaux au travers de dynamiques de coopération d'entreprises au sein de Pôles Régionaux d'Innovation et de Développement Economique Solidaire (**PRIDES**) labellisés par la Région au terme de son appel à projet ou en voie de l'être.

Le Contrat de Développement pour l'Emploi (CDE) est l'outil privilégié de la Région pour accompagner le développement des PME/PMI des PRIDES qui présentent un programme stratégique de croissance créateur d'emplois, fondé sur l'innovation et l'ouverture à l'international et intégrant formellement les enjeux économiques et sociaux de l'appropriation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, du développement de la formation des salariés et du développement durable.

Bénéficiaires

L'aide bénéficie aux PMI-PME répondant aux critères suivants :

- appartenir à un PRIDES labellisé, en voie de l'être ou s'engager à y participer,
- avoir leur siège social en Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- relever prioritairement d'une activité industrielle ou de service à l'industrie à contenu technique ou technologique
- satisfaire à la définition européenne de la PME à savoir un effectif inférieur à 250 personnes et un chiffre d'affaires < à 50 M€ ou un total bilan < à 43 M€
- ne pas être contrôlées par des entreprises ne répondant pas à la condition précédente,
- être en règle vis à vis des obligations sociales et fiscales,
- être en règle vis à vis des obligations relevant du Code du Travail,
- être financièrement saines,
- être créées depuis au moins 3 ans ou présenter au moins 2 bilans.

Les projets fortement créateurs d'emplois et/ou ayant un fort impact économique régional présentées par des entreprises ne pouvant pas adhérer à un PRIDES peuvent exceptionnellement être soutenus.

Conditions d'octroi

Les entreprises souhaitant bénéficier de ce dispositif d'intervention doivent transmettre à la Région un plan de développement stratégique pluriannuel dont les objectifs généraux sont tout à la fois l'augmentation du chiffre d'affaires et la création nette d'emplois en CDI et dans lequel sont notamment précisés les objectifs opérationnels en matière d'innovation, de développement à l'international, d'augmentation de l'effort consacré à la formation des salariés.

Par ailleurs, les entreprises doivent s'engager à participer à une évaluation régionale du dispositif, notamment concernant la réalisation des objectifs en termes d'emploi.

Les aspects liés aux actions de l'entreprise en faveur du développement durable (problématiques environnementales et sociales) devront également être abordés et constitueront un élément d'appréciation de la qualité des projets.

Après examen du projet par un groupe d'experts, la Région propose à l'entreprise un Contrat de Développement pour l'Emploi sur trois ans dans lequel sont précisées les différentes aides (prêt, subventions).

Le Contrat de Développement pour l'Emploi et les aides mobilisées sont présentés au vote de la Commission permanente du Conseil Régional.

Nature des appuis

Les aides de la Région et de l'Union Européenne susceptibles d'être octroyées sont les suivantes :

Prêt de Développement pour l'Emploi et subvention FEDER

Il s'agit d'une aide à hauteur maximum de 50 % des dépenses éligibles et plafonnée à 300 K€ : elle comprend un prêt de la Région sans intérêt pour 60% (soit 180 K€ maximum) et une subvention FEDER pour 40% (soit 120 K€ maximum).

Le prêt est remboursable sur 7 ans trimestriellement de façon linéaire et sans différé.

L'aide intervient en complément d'autres financements privés (banques, capital-risque, fonds propres ...) ou publics et pourra être complété par les autres collectivités en fonction de leurs propres dispositifs, et en fonction de la réglementation en vigueur, l'objectif étant de boucler le plan de financement du projet de l'entreprise.

Les dépenses immatérielles éligibles qui composent l'assiette de l'aide s'étalent sur 3 ans maximum et sont constituées principalement des coûts internes et externes liés :

- au processus d'innovation (frais de R&D, de brevet, d'acquisition de technologie, de lancement industriel et commercial...)

- à l'intégration des Technologies de l'information et de la communication (TIC)

- au développement à l'international (études de marchés, frais de prospection, salons ...).

En outre, les investissements matériels liés à des actions concourant au développement durable de l'entreprise (volet environnemental, prévention-sécurité, etc) peuvent, le cas échéant, entrer dans l'assiette des dépenses éligibles.

Le déblocage des fonds se fait à la signature du contrat en ce qui concerne le prêt et sur justificatifs des dépenses en ce qui concerne la subvention FEDER.

Autres subventions

Formation des salariés

L'accroissement de l'investissement dans les qualifications professionnelles et les compétences des ressources humaines de l'entreprise doit faire partie intégrante de la stratégie de développement de l'entreprise : c'est d'ailleurs, pour la Région, un élément d'appréciation de la qualité et de la pertinence du plan stratégique de développement de l'entreprise.

Un des volets de ce plan stratégique concernera donc l'engagement pluriannuel de l'entreprise à augmenter son effort de formation en direction des salariés dans le cadre du plan de formation, concerté avec les instances représentatives du personnel, faisant une large place aux actions de formation certifiantes en direction des bas niveaux de qualification et facilitant l'accès des femmes aux différentes actions du plan.

La Région peut cofinancer chaque année jusqu'à 50 % (plafonné à 20 000 €) de l'effort supplémentaire consenti à ce titre par l'entreprise, les dépenses éligibles étant les dépenses externes en direction d'organismes de formation de la région.

FRAC Développement durable

Le recours des entreprises à des conseils extérieurs en matière d'études, d'étude action, de diagnostic, d'audit et de préconisations stratégiques constitue une source d'amélioration de leur performance et de maîtrise de leur croissance au regard des exigences du développement durable dans ses volets social, environnemental et sociétal.

L'aide de la Région (FRAC Développement durable) consiste en une subvention à hauteur maximum de 50 % du coût hors taxes de la prestation du conseil extérieur hors frais et plafonnée à 30 000 €. Le taux peut être porté à 80 % dans le cas d'un coût de la prestation inférieur à 5 000 €.

Mesure anticrise

A titre exceptionnel et jusqu'au 31 décembre 2010, il est mis en oeuvre un Prêt de Développement pour l'Emploi dédié aux entreprises ne présentant pas un programme innovant mais ayant une démarche commerciale volontariste.

Il s'agit d'un prêt de la Région sans intérêt plafonné à 180 K€ et à 50 % des dépenses commerciales en France et à l'étranger, à l'exclusion des frais de personnels à l'international et des coûts d'un bureau de promotion à l'étranger.

Ce prêt est accordé selon les conditions habituelles du Contrat de Développement pour l'Emploi.

Objectifs

Le Schéma Régional de Développement Economique a identifié comme un enjeu important la nécessité de soutenir la création d'entreprises à fort potentiel de développement. Ces entreprises dont la création nécessite souvent des mises de fonds initiales élevées ont la capacité de créer à terme de nombreux emplois.

Le Prêt Régional à la Création d'Entreprise a donc pour objectif de soutenir la création de cette typologie d'entreprises en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en favorisant notamment leur financement par un fort effet levier sur la mobilisation de concours bancaires.

Bénéficiaires

Les entreprises créées depuis moins d'un an dont le siège social est situé en Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les secteurs d'activités suivants :

- production industrielle ou artisanale
- services à l'industrie
- industrie du multimédia, des TIC et activités du domaine de l'audiovisuel
- logistique
- BTP à caractère innovant
- négoce de gros à l'exception de la grande distribution
- hôtellerie-restauration en zone de Massif à l'exception des 4 étoiles et plus

Nature du prêt

Le PRCE est un prêt direct à l'entreprise permettant de boucler le plan de financement du projet de création.

Il est à taux nul et sans garantie, remboursable sans différé trimestriellement sur 7 ans de manière progressive. Ce prêt est porté au bilan de la société bénéficiaire en fonds propres.

Le montant du prêt est compris entre 15 000 € et 75 000 €

Il est plafonné à 45 000 € pour les services administratifs aux entreprises

Conditions d'octroi

a) financières :

Il doit y avoir insuffisance de fonds propres pour financer le projet,

- le montant du prêt régional ne peut être :
 - . ni supérieur au capital social apporté par le(s) créateurs)
 - . ni supérieur aux concours bancaires
 - . ni inférieur à 15 % du total capital + prêt,
- en zone de Massif, le ratio montant du P.R.C.E / sur Capitaux Propres est porté à 1,4
- le (ou les) actionnaire(s) doit (doivent) présenter une situation fiscale et sociale nette et une signature non écartée de la Banque de France (déclaration sur l'honneur demandée),

- le montant total des aides publiques obtenues ou sollicitées autres que le PRCE, quel que soit leur objet, doit figurer dans le plan de financement présenté par le(s) repreneur(s). Il ne doit pas être supérieur au montant des apports personnels du (des) créateur(s).

b) techniques :

- le projet doit être cohérent avec le développement économique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et présenter des perspectives de croissance identifiées et un business plan structuré,
- une entreprise ne pourra bénéficier du PRCE qu'une seule fois,
- le cumul du PRCE et d'un prêt d'honneur d'une plate-forme d'initiative locale fera l'objet d'un examen pour éviter le surfinancement du projet,
- le lieu d'implantation de l'entreprise ainsi que le siège social doivent être situés en région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- le capital de l'entreprise doit être détenu à 75% par des personnes physiques,
- les demandes de prêt déposées par des gérants d'entreprises en activité ne seront admises qu'après justification par eux-mêmes de leur incapacité à réunir l'ensemble des fonds nécessaires à la création de la nouvelle structure,
- le PRCE pourra être complété par l'intervention d'une collectivité locale intéressée par le projet de l'entreprise.

Instruction

Le dossier de demande de prêt doit être déposé dans l'année qui suit la création de l'entreprise auprès :

•* de la Chambre de Commerce et d'Industrie ou à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et de l'Union des SCOPS, du lieu d'implantation de l'entreprise,

•*" de la plate-forme d'initiative locale du lieu d'implantation de l'entreprise,

*" des pépinières technologiques régionales et des incubateurs

•*" du réseau entreprendre PACA,

1. Le dossier est examiné par le Comité Départemental d'attribution des Prêts à la Création d'Entreprise concerné qui émet un premier avis sur la demande de prêt. Il est composé d'élus régionaux, du comité local des banques, de la Banque de France, de la Trésorerie Générale, d'un représentant d'OSEO, de la DRIRE,

2. Puis il est examiné par le Comité Régional d'Attribution des Prêts Régionaux à la Création d'Entreprise réuni au sein du Conseil d'administration de l'Institut d'Assistance au Développement des petites entreprises régionales qui émet un deuxième avis sur la demande de prêt,

3. Enfin la Commission permanente du Conseil régional décide de l'attribution du prêt. Le déblocage des fonds intervient dans un délai maximum de 9 mois à compter du vote en Commission permanente, sous réserve que l'entreprise justifie du bouclage de son plan de financement (déblocage des financements prévus) de levée des réserves éventuelles et de la réalisation de la création,

4. Le CNASEA, est chargé pour le compte de la Région du déblocage des fonds, du suivi et du recouvrement du prêt.

Mesure Anti-Crise

A titre dérogatoire et exceptionnel et jusqu'au 31 décembre 2010 il est mis en oeuvre pour les entreprises présentant un fort intérêt économique en matière de créations d'emploi ou de structuration de filière dans le cadre des PRIDES les critères suivants :

a) pour les entreprises innovantes

- Autoriser le financement d'un fonds d'investissement (PROENCIA, SAMENAR, SOFIPACA), en substitution du prêt bancaire ;

b) pour les autres entreprises

- Autoriser un financement bancaire de moitié par rapport au PRCE (pour exemple pour un PRCE accordé de 50K€ autoriser un prêt bancaire de 25K€) sous réserve que le plan de financement du projet soit viable et équilibré et le PRCE ne se substitue pas au financement d'investissement matériel (à couvrir obligatoirement pas un prêt bancaire). Cette dérogation devra faire l'objet d'un avis du Conseil d'Administration de l'Institut d'Assistance au Développement des petites entreprises régionales.

PRET REGIONAL A LA MODERNISATION DES HEBERGEMENTS TOURISTIQUES

Dans le cadre des aides aux hébergements touristiques en complément de la mesure 1 A qui concernera uniquement des investissements spécifiques, il apparaît important de continuer à pouvoir aider les professionnels souhaitant moderniser leur établissement par des travaux de rénovation, mise aux normes, ou aménagements autres.

Depuis 1998, le Conseil Régional a apporté son soutien financier sous forme de subventions aux établissements d'hébergement touristique. L'aide à ces travaux prendra désormais la forme d'un prêt à taux nul.

En effet, un grand nombre d'hébergements touristiques se doit de développer son niveau de qualité en effectuant notamment des aménagements répondant aux exigences accrues des clientèles.

Nature et montant de l'aide

L'aide consiste en un prêt à taux nul sans garantie, remboursable sans différé trimestriellement sur 7 ans de manière linéaire. Ce prêt est porté au bilan en fonds propres.

Le montant est de 30% maximum du coût total du projet. Le prêt alloué sera compris entre 10 000 et 60 000 €.

Bénéficiaires

1. Hôtellerie traditionnelle indépendante